

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

19

NOVEMBRE

1975

N° 38

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

budget de la télé querelle dans la "majorité"

Grogne dans les rangs de la majorité : les députés UDR et des Républicains Indépendants refusent d'adopter tout ou partie du budget de la radio-télévision. Ils s'interrogent : ne va-t-on pas trop loin dans le «libéralisme» : sans doute, faire entendre des points de vue divers, montrer qu'on est sensible aux préoccupations populaires, c'est nécessaire pour faire croire à un renforcement de la démocratie mais, n'allons pas trop loin, ça pourrait se retourner contre nous. Joël Le Tac, rapporteur UDR du budget radio-télévision, parle des débats à la télé comme d'inutiles polémiques qui vont à l'inverse de la recherche gouvernementale de ce qu'on appelle la décrispation de la vie politique». Dans la majorité, on trouve aussi que la suppression de l'ORTF en janvier n'a pas donné tous les résultats escomptés.

Depuis le début de cette année, en effet, l'ORTF a éclaté en 7 sociétés autonomes : les 3 chaînes de télé, la radio (France-Inter, France-Musique, France-culture), une société «production-télévision», une société «action extérieure», et une société «diffusion».

Il s'agit de répartir entre ces sociétés, l'argent provenant de 2 sources de financement : la redevance, qui comme tous les impôts, est prélevé massivement sur le budget des travailleurs, et la publicité.

Une des grandes préoccupations du gouvernement est d'assurer une meilleure rentabilité économique de la radio-télévision en comprimant les dépenses : le démantèlement de

l'ORTF en 7 sociétés distinctes avait notamment pour objet d'organiser une concurrence systématique entre les chaînes, le budget étant réparti pour la télé en fonction des indices d'écoute de chaque chaîne, et la meilleure chaîne, pour le gouvernement, étant celle qui produit au plus bas prix les émissions les plus regardées. La disparition de l'ORTF s'est accompagnée d'une réduction des effectifs de la Radio-Télévision de près de 3 000 personnes et la suppression des «trous» dans l'emploi du temps du personnel restant en place.

Ces transformations correspondent à une étape vers la privatisation qui verrait une participation plus importante de sociétés privées dans l'activité de la radio et de la télévision. Maintenant que l'essentiel de l'infrastructure nécessaire à l'émission des ondes de télé est réalisé et que le nombre de récepteurs télé et radio est considérable, l'exploitation d'une chaîne peut représenter une source énorme de profits immédiats pour une société. Aujourd'hui, le budget, pour la Radio-Télévision, dépend toujours étroitement de l'Etat, tandis que les membres des conseils d'administration des 7 sociétés sont nommés par le gouvernement.

Quelles que soient les étapes de la privatisation, la Radio-Télévision est un instrument trop important entre les mains de la bourgeoisie au pouvoir pour qu'elle renonce à exercer sur lui un contrôle étroit, afin qu'il continue de servir à ses intérêts d'ensemble.

suite page 4

PARIS

des milliers d'employés de banque dans la rue

LYON

les ouvriers de Paris-Rhône au tribunal



Hier matin, plusieurs milliers d'employés de banques manifestaient pour 200 F pour tous et contre la répression. Ils scandaient : Fourcade, c'est vous les parasites ! et affirmaient la volonté d'unir leur lutte à celle de tous les travailleurs.

De leur côté les ouvriers de Paris Rhône (Lyon) continuent la lutte et se mobilisent contre le tribunal où les traîne le patron (voir page 5)



VIETNAM: conférence pour la réunification

A Saigon, se déroule une conférence importante des délégués du Sud et du Nord du pays. Truong Chinh, président de l'Assemblée du Nord a présenté un rapport dont nous publions ci-dessous, des extraits.

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE ET LA RÉUNIFICATION (...).la lutte de notre peuple

pour l'indépendance nationale est inséparable de la lutte pour l'unification de la patrie.(...)

APRÈS LA VICTOIRE DE DIEN BIEN PHU LES ACCORDS DE GENÈVE ÉTAIENT SIGNÉS (...).Le 17^e parallèle n'était qu'une ligne de démarcation militaire provisoire entre les deux zones sud et nord du Vietnam et non une limite tant

politique que territoriale. A peine la paix était-elle rétablie que les impérialistes (...) s'installèrent au sud de notre pays.(...)

(...)En 1956, sur l'ordre des USA, Ngo Dinh Diem refusait carrément les consultations avec le nord relatives à l'organisation des élections générales pour réunifier le pays!(...)

suite page 8

la vie du journal

**dans
notre courrier**

Il me semble qu'un des acquis les plus positifs du Quotidien du Peuple, par rapport à Front Rouge (ancienne formule), consiste dans la place accordée aux problèmes idéologiques et culturels (rubrique télé, critiques de films, feuilleton, etc...). Cet aspect intéresse d'ailleurs beaucoup les travailleurs. Je citerai juste le cas d'une camarade, qui travaille dans une boîte d'employées et qui dit souvent «qu'elle vend le Quotidien du Peuple à partir des discussions sur la critique du film de la télé...» D'autre part, l'article de G. Ferréol dans les derniers numéros a marqué un pas en avant dans les conceptions du Parti sur cette question.

Malheureusement, il me semble que cet article n'a pas eu les suites que l'on pouvait en attendre. Prenons un premier exemple : la série d'articles sur «la crise et les travailleurs», très positive n'aborde pratiquement pas (ou très peu) l'aspect idéologique de la crise politique de la bourgeoisie. (...)

Les signes d'une faillite des aspects les plus pourris de l'idéologie bourgeoise commencent à se dégager à travers toute une série de phénomènes : développement de l'absentéisme, rejet du modèle de la société de consommation, Lip et la remise en cause de l'autorité et du rôle des patrons, les mouvements paysans, remise en cause de la place de la femme, de la famille bourgeoise, etc...

Tous ces exemples ont une dimension idéologique importante et demandent de notre part un certain nombre de réponses, le développement d'un point de

vue prolétarien sur ces questions.

Mais la faillite de l'idéologie bourgeoise se manifeste également dans ses productions «artistiques» et «culturelles» (films, livres, peinture, chansons, etc...). A cet égard, la part accordée dans le Quotidien du Peuple à la critique de la Télévision et des films me paraît encore insuffisante (vivement le 12 pages, 6 jours par semaine !). Je pense qu'il faut accentuer notre effort de critique mais sans s'en tenir à quelques formules stéréotypées, passe-partout. Par exemple, la critique du film «La Rivière Rouge» présentée à la télévision, il y a peu de temps, me semble bien illustrer cette tendance. L'auteur se contente de dire : «Voilà bien l'idéologie bourgeoise !» (comme si un film tourné à Hollywood en 1949, et destiné au grand public, pouvait présenter un autre type d'idéologie...). Alors que ce film présentait d'autres aspects intéressants, reflets des contradictions de classe dans la société américaine de l'après-guerre. Par exemple : la remise en cause du mythe du «self-made man», son remplacement par un mode d'exploitation plus souple, plus «humain» ; le rejet d'une forme trop brutale de racisme (cf. la scène où M. Clift reproche à J. Wayne d'avoir volé la terre aux indiens), etc... (...)

En conclusion, je souhaite vivement la poursuite du débat engagé dans le Quotidien du Peuple à ce sujet, d'une manière plus régulière et plus approfondie.

Boulogne

Je suis éducatrice. L'article sur la délinquance, paru lundi 27 octobre, m'a paru trop mou et un peu confus. C'est quand même un bon début : moi, ça fait longtemps que je voudrais faire connaître ces problèmes.

J'avais commencé à vous répondre. Mais je n'en finissais pas, j'avais trop de choses à dire. Je vous répondrai en plusieurs fois. Si d'autres lecteurs, éducateurs ou jeunes, ou parents, répondent sur ce sujet, j'aimerais bien entrer en contact avec eux. (...)

L'école forme des éducateurs comme la bourgeoisie en a besoin et non pas comme les éducateurs le voudraient. Par exemple, en cours de psychologie (très importants dans la formation), le prof nous donnait des «explications» sur les caractéristiques, les délinquants, les «débiles», etc... Moi, ce qu'il racontait me faisait bondir. Mais quand je posais des questions ou que je critiquais leurs conceptions, on répondait qu'on ne me demandait pas de discuter, ce sont les psychologues qui parlent, c'est scientifique, moi je n'avais qu'à me taire et à admettre. Et si je n'admettais pas ces conceptions, c'est que j'étais moi-même traumatisée, inadaptée, etc... (...)

Je n'étais pas la seule à réagir. Ça n'allait pas tout seul pour l'école. Parce que, comme vous dites dans l'article, la majorité des éducateurs sont venus dans le métier parce qu'ils voyaient les problèmes que la société capitaliste crée aux gens et

qu'ils pensaient par l'éducation pouvoir changer les choses. Au début de la formation, on a eu des discussions animées, en cours, sur le rôle qu'on veut nous faire jouer : remettre dans le «circuit normal» des jeunes qui en sont sortis, faire accepter la société actuelle à des jeunes qui l'ont rejetée d'une façon ou d'une autre. Les délégués au «conseil tripartite», «conseil pédagogique», etc... démissionnaient les uns après les autres parce qu'ils se rendaient bien compte que le pouvoir de décision laissé aux éducateurs était ridicule. La formation ne marche pas comme la bourgeoisie le voudrait. Mais il faut dire qu'elle marche un peu quand même : à la fin des trois ans, on n'avait plus des discussions en cours comme au début. Pourquoi ? A mon avis, parce que l'éducateur touche dans son boulot des enfants de la classe ouvrière mais qu'il est coupé de la classe ouvrière. Ce qui fait qu'il tourne en rond sans pouvoir résoudre les problèmes. En particulier, il est étranger aux formes de lutte que s'est donnée la classe ouvrière, il a tendance à voir les problèmes individuellement, «aidé» en cela par le matraquage des psychologues. Leur révolte du début est ainsi déviée.

C'est dire que chez les éducateurs également, il y a des gens qui voudraient bien y voir clair et avoir des perspectives de lutte, qui sont tiraillés entre les pressions de la bourgeoisie et leur volonté d'être utiles au peuple.

Grenoble

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

des lecteurs de Montreuil se réunissent autour du journal

Le Quotidien du Peuple doit se dépêcher de lancer un débat sur la question des colonies et néo-colonies de l'impérialisme français.

Sur l'Angola, il serait important pour la compréhension de la situation, de faire un historique des soutiens apportés aux luttes de libération dans ce pays et un historique des trois mouvements.

Sur le sport : faire en sorte que les articles ne ressemblent pas trop aux reportages sportifs bourgeois de l'Humanité ou autres.

Sur la critique cinéma : les articles parus ont été tous très intéressants dans l'ensemble mais pas suffisants par rapport à la télévision qui est l'un des moyens idéologiques privilégiés de la bourgeoisie. Il faudrait renforcer cette rubrique.

Sur les paysans : dans la métropole impérialiste, l'allié objectif le plus proche du prolétariat, c'est la paysannerie pauvre. Les petites correspondances paysannes ne suffisent pas.

Sur la situation des femmes dans la crise : le dernier article, très intéressant, mais il y a insuffisance dans ce domaine. Le Quotidien du Peuple devra sans doute lancer un appel sur plusieurs jours à la collaboration des femmes pour exposer leurs problèmes et engager un débat là-dessus.

A propos des mouvements autonomistes : les articles parus n'ont pas permis de comprendre la position des marxistes léninistes sur cette question, par rapport à la Révolution en France. Pourquoi ?

Le cercle a envisagé sa collaboration au journal.

G. propose un feuilleton sur la «Moitié du Ciel» (livre).

C. participerait à un travail engagé sur l'impérialisme français, notamment un dossier sur l'Afrique. Elle enverra également des articles sur la réforme Haby telle qu'elle est perçue par les lycéens et les élèves de C.E.T. qui la combattent à Montreuil.

A. procède à des interviews de travailleurs au foyer où il travaille, sur différents problèmes.

Le Quotidien du Peuple, c'est le seul journal communiste qui sorte en France, il faut l'épauler et l'améliorer, déclarent C. et G.

Un réseau de lecteurs : des recherches ont été entamées au cours même de la réunion qui ont permis de déterminer un certain nombre de gens susceptibles de s'abonner, y compris des parents.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris Directeur de publication Y. CHEVET Imprimé par L.M.F. Diffusé par les NMPP

pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

Des lecteurs nous écrivent : (...) Ce que je trouve le plus intéressant dans le Quotidien du Peuple, ce sont vos articles sur la crise, et les interviews des lecteurs qui me donnent confiance car Lons qui est une ville petite bourgeoise (commerçants, administration, et pour ainsi dire aucune usine) a vite fait de vous abattre le moral.

Il est donc nécessaire pour moi que le Quotidien du Peuple paraisse 6 jours sur 7 (pour le permettre, ci-joint un soutien financier).

L. N. Lons-le-Saunier

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom Profession Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

communiqué

SEMAINE DE CINÉMA ET DE DÉBATS POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, ORGANISÉE PAR L'ASSOCIATION DES AMIS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE DE NANCY

Mercredi 19 novembre «Quand on aime la vie, on va au cinéma» Film réalisé par l'équipe de la revue Cinéthique 15 H Foyer Rencontres rue Jean-Moulin TOMBLAINE 20 H 30 Faculté de Droit Amphithéâtre geny Place Carnot - NANCY

Jeudi 20 novembre «Changal au jour le jour» de Claudie Broyelle 21 H Foyer Rencontres Rue Jean-Moulin TOMBLAINE La vie quotidienne en Chine avec la participation du père Jean Cardonnel

FRONT ROUGE

N°1 - NOUVELLE SERIE organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

est paru

LE NUMÉRO : 5 F Passez votre commande : FRONT ROUGE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 CCP 31 191 14 La Source

pour un mouvement d'ensemble

sur quels mots d'ordre se battre ?

L'aspiration à un mouvement d'ensemble grandit d'une manière importante chez les travailleurs aujourd'hui, c'est ce que montre notre débat. Comment préparer un tel mouvement, sur quels mots d'ordre il faut se battre, quelle forme de lutte doit revêtir notre combat, comment éviter les pressions du PCF pour dévoyer ce mouvement, autant de questions qui se posent aujourd'hui d'une manière urgente. L'expérience des travailleurs et l'acquis des dernières luttes fournissent des éléments de réponse.

CONTRE LA BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT, EXIGEONS 2.000 F MENSUEL MINIMUM, 300 F POUR TOUS

Les chiffres truqués de l'indice des prix, l'accroissement des heures chômées non comptabilisées, tous les moyens sont bons à la bourgeoisie pour masquer la baisse de notre pouvoir d'achat : il y a un an, les postiers et de nombreux travailleurs se battaient pour les 1 700 F, mais depuis les prix ont monté de près de 20 %. Exigeons aujourd'hui 2 000 F minimum pour tous, comme le demandent aujourd'hui les postiers eux-mêmes.

La bourgeoisie tire profit de la baisse de notre pouvoir d'achat et des graves difficultés qu'ont des centaines de milliers de familles à payer le loyer et les quittances de gaz et d'électricité ; elle organise expulsions, saisies et coupures de gaz-électricité impitoyablement. Dans des quartiers comme à Montrapon à Besançon, les habitants se sont organisés et ont mis en échec les saisies et les expulsions ; exigeons l'arrêt des expulsions et des saisies, blocage des loyers et des charges, pas de loyers supérieurs à 10 % du salaire.

La bourgeoisie nous contraint à chercher du travail hors de notre domicile, elle nous inflige des temps de transport interminables qui atteignent des fois la moitié de la journée réelle de travail ; exigeons le transport gratuit, exigeons le temps de transport payé comme temps de travail.

CONTRE L'EXTENSION DU CHOMAGE : HALTE AUX LICENCIEMENTS, DU TRAVAIL POUR TOUS

Lip l'a montré, lutter contre

niser avec les travailleurs actifs, pour affirmer leurs droits et recouvrer leur emploi. Exigeons avec les chômeurs qu'ils soient secourus dès la première inscription y compris pour les jeunes qui n'ont jamais travaillé. Exigeons le paiement intégral des 90 % sur un an que la bourgeoisie ne verse qu'à une infime minorité de chômeurs. Exigeons l'exemption d'impôts pour les chômeurs.

Pour diminuer le nombre « officiel » des chômeurs recensés, pour ne pas avoir à leur verser leurs droits, le ministère du travail vient d'éditer une circulaire (circulaire Métais) qui supprime toute allocation (familiale, Sécurité Sociale) aux chômeurs qui ne rempliraient pas dans les 10 jours suivant la réception le questionnaire de l'Agence de l'Emploi. C'est une machine de guerre pour trier les chômeurs, les priver de leurs droits ; exigeons l'abrogation de la Circulaire Métais.

La bourgeoisie prétend employer les travailleurs au gré des à-coups de la production, et pour cela elle généralise le chômage partiel : 300 000 travailleurs touchés chaque mois, ce qui veut dire des centaines de milliers de familles, dont le revenu peut être amputé jusqu'à près de 500 francs. Contre le chômage partiel des camarades d'Usinor, de Sovirel ont déjà montré la voie ; Exigeons le paiement intégral des heures chômées.

Battons-nous pour les diminutions d'horaire et les 40 heures maxi sans diminution de salaire.

CONTRE LES CADENCES INFERNALES CONTRE LES ACCIDENTS DE TRAVAIL, AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le chantage au licenciement, est utilisé sans répit par les capitalistes pour nous imposer des conditions de travail insupportables. Les accidents de travail se multiplient, et les travailleurs font les frais des économies renforcées sur la sécurité, à cause de la crise. Exigeons la baisse des cadences, la suppression du salaire au rendement, en calculant le salaire sur la base du rendement maximum. Exigeons la cinquième équipe pour les travailleurs en feu continu, privés de vie de famille, usés

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



avant l'âge par le rythme infernal du travail posté. Exigeons la cinquième semaine de congé payé, vraiment nécessaire aujourd'hui pour récupérer toutes les fatigues accumulées dans une année d'exploitation.

La bourgeoisie prétend que le problème de la retraite sera résolu avant le premier juillet 76. Mais c'est seulement les travailleurs en feu continu, les mères de famille de plus de 3 enfants qui sont concernés par cette retraite qui n'est accordée qu'à 60 ans. De nombreux travailleurs usés par des années d'exploitation n'arrivent même pas à cet âge là ! Exigeons la retraite à 55 ans et à 50 pour les femmes et les travaux pénibles. Exigeons une retraite décente, 80 % du salaire des 5 meilleures années avec un minimum de 1 700 F.

quement. Giscard, qui puise ses services d'ordre dans les bandes fascistes d'ordre nouveau, qui fédère toutes les forces d'extrême droite sous sa houlette, qui donne avec constance la parole à des fascistes notoires à la télévision, révèle ainsi le vrai visage de son gouvernement, qui se prépare à une répression ouvrière massive.

Contre la violence policière, ripostons massivement. Maintenons avec fermeté l'occupation de nos usines au cours de nos luttes, défendons tous les droits que nous avons si chèrement acquis, droit de manifestation, droit de réunion, droit de grève...

Contraignons le gouvernement à abroger ces décrets répressifs, à suspendre ce renforcement



A BAS LE GOUVERNEMENT ANTI POPULAIRE DE GISCARD. policier. A bas le gouvernement anti populaire de Giscard !

Le gouvernement de Giscard est un des gouvernements les plus réactionnaires que la France ait connu depuis Pétain et les collabos nazis. PTT, Usinor, Chausson, Air France, toutes les grandes luttes depuis un an ont du affronter le déchaînement de la violence policière. Son chantage à la crise et ses réformettes étant impuissantes à tromper les travailleurs, Giscard en vient aujourd'hui à envoyer systématiquement les bandes armées de Poniatowski contre les grévistes. CRS et chiens policiers contre les travailleurs, chasse aux militants syndicaux, renforcement sans précédent de l'appareil policier, campagne de presse fascisante, anti-jeunes, anti-communistes... Tout un attirail anti-ouvrier sans précédent est déployé aujourd'hui systématiquement.

Voilà une série de mots d'ordre, sur lesquels, de manière isolée, ponctuelle, les travailleurs dans différentes usines, dans différentes régions, ont commencé à se battre. Ces mots d'ordre communs aux chômeurs, et aux travailleurs actifs, à l'ouvrier spécialisé et au professionnel, doit contribuer à unifier les luttes, à la faire converger pour la construction de ce mouvement d'ensemble. Mais ces mots d'ordre ne constituent qu'une partie des acquis de nos luttes. Les formes de lutte, le combat contre l'influence du révisionnisme, pour l'affirmation des perspectives révolutionnaires, la lutte pour la construction de l'unité populaire, tout cela fait aussi partie de notre expérience dans les luttes précédentes. Nous y reviendrons demain.



Les directions syndicales réclament des augmentations hiérarchisées, qui creusent d'autant le décalage des bas salaires avec les salaires des ingénieurs et des cadres. De plus en plus dans les luttes les travailleurs refusent de faire grève pour valoriser les payes du personnel d'encadrement de la bourgeoisie. Exigeons des augmentations uniformes et dès aujourd'hui battons nous pour une augmentation mensuelle de 300 F pour tous !

les licenciements c'est possible ! Le mot d'ordre des directions confédérales « pas de licenciements sans reclassements » est en recul partout. De plus en plus largement les travailleurs se battent pour conserver leur emploi dans leur usine même, et refusent les conséquences des restructurations et du redéploiement capitaliste.

Solidairement avec la lutte contre les licenciements, les chômeurs commencent à s'orga-

politique

en bref

après l'accident de Oullins, indignation chez les habitants du quartier

« C'est un véritable scandale, depuis plusieurs jours, tout le monde s'attendait à ce que ce mur s'écroule ». C'est la réaction unanime chez les habitants de Oullins, après l'effondrement d'un mur, sur un chantier de démolition qui a coûté la vie à deux personnes (cf QdP du 18/11). Cet « accident » était tellement prévisible que la majorité du personnel de la coopérative de fromage menacée avait refusé, ce jour là d'aller travailler dans de telles conditions. Ceux qui ne se sont pas associés à ce mouvement l'ont payé très cher... Pour les employés de la fromagerie, « il y a deux responsables, le patron du chantier de démolition, et le patron de la fromagerie, qui obligeait à travailler sous la menace permanente de l'effondrement ». Des habitants du quartier, en nous montrant les flics régler la circulation devant les décombres nous disaient : « c'est maintenant qu'il est trop tard qu'on les voit. Pendant toute la démolition, ça risquait de tomber sur la route. Ce qui est scandaleux, c'est qu'ils gardent au commissariat le conducteur d'engins, il n'a fait qu'obéir aux ordres, lui ! ». Il faut noter aussi que l'immeuble démolé était une cité de transit pour travailleurs immigrés, qui ont donc été expulsés à cette occasion. Voilà ce que veut dire la « politique d'urbanisme » de la bourgeoisie : expulsions des travailleurs et accidents...

d'après une enquête de Martine GRANGE

menaces contre les juges progressistes

La discussion du budget de la justice à l'Assemblée nationale a été l'occasion pour plusieurs députés et le ministre de la justice de s'attaquer aux juges qui condamnent les patrons, et remettent en cause le secret de l'instruction.

Lecanuet s'est fait menaçant : « Je n'ignore pas que certaines attitudes peuvent être entachées de préoccupations partisans, je ne puis admettre ces déviations qui obligent à mettre en œuvre la procédure disciplinaire ».

Il a également indiqué qu'il songeait à réorganiser le déroulement des études de magistrature. Il s'agirait de placer le stage au début des études, ce qui permettrait de faire la sélection et d'écarter ceux dont les idées ne seraient pas conformes avec l'orientation bourgeoise de la justice.

De son côté Debré, repris par « Le Parisien Libéré » s'en prend aux « juges enfants » et déclare « mieux vaudrait confier le soin de rendre la justice à des hommes mûrs et pleins d'expérience ». Propos que Lecanuet répétait hier midi sur les antennes de radio France.

Bref, les juges doivent comprendre l'avertissement de Lecanuet que la justice n'est pas faite pour condamner les patrons.

ORTF querelles dans la "majorité" pour voter le budget

Suite de la page une

Même s'il cède dans l'avenir une ou plusieurs chaînes au privé, l'Etat de la bourgeoisie continuera à contrôler la production et la diffusion des émissions par l'intermédiaire de sociétés à capitaux d'Etat, comme c'est le cas déjà pour les stations de radio-périphériques (Europe 1, Radio-Luxembourg, Radio Monte-Carlo) par l'intermédiaire de la SOFIRAD

Loin de réduire son contrôle sur la radio-télévision, la bourgeoisie entend au contraire le renforcer dans le cadre d'une politique qui vise à unifier sous son autorité l'ensemble du système de production et de diffusion audio-visuel (cinéma, vidéo-cassettes, etc...), tout en renforçant le masque libéral avec la

multiplication, depuis l'arrivée de Giscard à la présidence, des tribunes et débats pour donner l'illusion d'une vie démocratique. Mais ce masque libéral ne vaut, pour la bourgeoisie, qu'autant qu'elle reste maîtresse du jeu dans ses émissions. Les limites du libéralisme ont d'ailleurs été soulignées par Chirac président du groupe des Républicains Indépendants à l'Assemblée Nationale, voici quelques jours, lorsqu'il déclarait : « il faut que les responsables de la radio et de la télévision soient plus sévères sur la qualité des hommes chargés de communiquer l'information et sur leur tempérament ».

Les luttes des travailleurs de l'ORTF aideront à faire éclater la véritable nature de ce « libéralisme ».



Manifestation des travailleurs de l'ORTF.

Marchais-Berlinguer d'accord sur le capitalisme à installer

Ce n'est pas au fond le contenu même de la déclaration commune qui en est issue qui rend « exceptionnelle » la rencontre entre Marchais et Berlinguer, son homologue italien. Mais c'est avant tout la signification et l'utilité que le PCF d'une part et le PCI d'autre part voient dans cette rencontre.

L'accent est mis sur la « concordance des solutions » à proposer aux deux pays en dépit des « conditions concrètes différentes ». Ces solutions impliquent de « larges alliances ». Le parti révisionniste italien propose en effet un « compromis historique » à la Démocratie-chrétienne : c'est donc une sorte d'union de la gauche qui inclue ce parti de droite, représentant les monopoles italiens, attaché à l'impérialisme américain. La Démocratie-Chrétienne est au pouvoir depuis 30 ans à travers diverses coalitions gouvernementales. Aux élections régionales de juin, elle représente 35 % des suffrages devant le P.C. (33 %).

Le Parti « Communiste » italien est généralement présenté en France comme un modèle de référence par le Parti Socialiste et aussi par la bourgeoisie au pouvoir, il a la réputation d'être attaché « aux libertés », favorable à « l'ouverture », à la « modération ». C'est effectivement un parti révisionniste plus engagé dans la social-démocratisation que ne l'est le PCF.

Sa défense sans nuance du « pluralisme » l'avait conduit à une condamnation nette des révisionnistes portugais, rejoignant ainsi la position du parti de Mitterrand.

Celui-ci début septembre, s'opposait à Marchais en appuyant la position du P.C. « favorable à l'unité, au Portugal, du parti de Cunhal et de celui de Soares. Le PCF faisait alors figure de parti « dur » en soutenant le PCP. L'affaiblissement actuel du PS portugais que

beaucoup de ses membres quittent pour rejoindre le PPD rendent aujourd'hui comme éventuellement possible une union PCP-PS. Ce n'est donc plus un motif de divergence entre le PCF et le PCI.

Le PCF se rendant à Rome et donnant un large écho à cette rencontre cherche à bénéficier pour lui-même en France de la réputation de « libéralisme » et d'ouverture du PCI. Il veut ainsi rendre plus crédible aux yeux du PS et de la bourgeoisie dans son ensemble sa politique d'« union du peuple de France ».

La déclaration commune, évoquant la « jeune démocratie portugaise » souhaite que « toutes les forces ouvrières et démocratiques retrouvent leur unité ». Ceci au moment même où cette solution peut s'avérer utile à la bourgeoisie pour réprimer le mouvement des masses.

Si le PCI, lui, n'avait pas besoin de cette rencontre pour sa politique intérieure, il peut cependant en retirer un certain avantage dans ses rapports avec l'URSS. Par l'accent mis dans la déclaration commune sur « l'indépendance de chaque parti » et sur « le respect de la non-ingérence », par la caution que le PCF lui apporte du « compromis historique », le PCI renforce ainsi sa position auprès des partis révisionnistes européens et ceci à la veille de la conférence que ces partis doivent tenir. (voir l'encart).

Mais pour quelle perspective, le PCF et le PCI tombent-ils d'accord : « le socialisme c'est un stade supérieur de la démocratie, la démocratie poussée jusqu'au bout ». Cette déclaration n'est-elle pas l'écho de ce que contient le texte du 22ème congrès du PCF qui parlant des pays « socialistes » de l'est écrit que leurs peuples « marchent vers une démocratie nouvelle, supérieure ». Par des voies différentes les projets des révisionnistes c'est le capitalisme, l'oppression des masses populaires.

Fabien VAUDOIS

CONFÉRENCE DES P.C. EUROPÉENS

la difficulté d'éliminer les divergences

A Berlin-est se tient une nouvelle (et dernière ?) réunion préparatoire à la conférence des partis « communistes » d'Europe. Les difficultés de préparation de cette conférence (qui devait se tenir au plus tard vers la moitié de 1975) réside dans la grande diversité de point de vue qui règne entre les partis révisionnistes et dans les contradictions qui les opposent à l'URSS.

Celle-ci qui ne peut se contenter de dominer les « pays de l'est » veut étendre son influence dans toute l'Europe. Mais les différentes partis révisionnistes de l'ouest insistent sur la « spécificité » de chaque pays adoptent des positions distinctes pour les « voies de passage au socialisme ». La position du PCI refusant l'obligation d'une « stra-

tégie commune » que voudrait imposer l'URSS, semble avoir aujourd'hui un plus grand poids (notamment auprès du PCF).

La reprise en main des P.C. « européens » par le P.C. « de l'URSS » s'avère donc difficile. Déjà, à son retour de la dernière réunion d'octobre, Kanapa (très proche des positions soviétiques) devait déclarer : « le contenu, le caractère et par conséquent l'objet même de la conférence seront limités ».

L'URSS prépare également d'une autre façon cette conférence, puisqu'actuellement se tient à Prague une réunion des ministres de la défense du Pacte de Varsovie, avec le maréchal Gretchko.

meeting des prostituées

L'ETAT PREMIER SOUTENEUR

Les prostituées tenaient un meeting, hier soir, à la Mutualité. Elles avaient invité les députés, l'évêque de Marseille et l'acteur Alain Delon...

Le mouvement des prostituées a commencé à Lyon, il y a six mois, par des occupations d'églises, elles n'ont pas toutes les mêmes revendications. Celles de Lyon protestent contre les amendes qui les frappent systématiquement, même sans motif, et contre les rappels d'impôts du fisc. L'Etat par le biais de ces amendes, des impositions fiscales sur la prostitution est le premier à tirer bénéfice de la prostitution. La réglementation ne vise nullement à la combattre, comme le prétend Poniatowski. Au contraire, le fichage des prostituées n'a pour but que de mieux les racketter et de les contraindre à rester dans le milieu.

Les prostituées de Paris réclament de leur côté la réouverture de

leurs « lieux de travail » : les hôtels de passe dont plusieurs ont récemment fermé.

De toute façon, aucune ne réclame réellement la fin de leur esclavage, mais de meilleures conditions d'exercice, au mieux, quelques unes demandent des mesures favorisant la réinsertion des prostituées.

Après les premiers mouvements de prostituées, le gouvernement a nommé un expert, M. Pinot, pour proposer une nouvelle réglementation. Il semble que s'il accepte de céder sur les amendes et accorde le bénéfice de la sécurité sociale, ceci risque de s'accompagner, comme le demandent de nombreux députés de la majorité, de la réouverture des maisons closes qui laissent les prostituées totalement sous la coupe de la police par souteneurs interposés.

air france

LES TRAVAILLEURS REFUSENT DE REPREDRE LE TRAVAIL

Après l'échec de ses propositions, la CGT, pendant toute la journée de lundi, a tenté différentes manœuvres. «Elle a fait un travail de sape auprès de ses syndiqués» nous diront des travailleurs. Hier matin, nous étions à Orly Nord où avait lieu le vote pour la reprise. Un 1^{er} vote avait alors lieu pour savoir si la lutte continuait... C'est la totalité des grévistes qui vota pour la poursuite de la grève... moins 3 voix ! Un 2^o vote eut lieu pour savoir s'il ne fallait pas revenir aux 4H de débrayages. Au vote, les avis seront partagés. Mais aussi bien chez les travailleurs favorables aux 24H que chez les autres, des questions se posent : «Oui, les 4H ce n'est pas mal, mais finalement est-ce la solution ? La direction ne nous laissera jamais rentrer si nous ne reprenons pas le travail». D'autres «repredre comme avant ? Non, ce n'est pas possible !» «on ne rentre pas avec les flics !»

La direction a tenté encore ces jours de pourrir la grève, en affirmant qu'à Orly-Nord, 1 000 travailleurs seraient au travail. En fait, «il y a déjà 700 cadres... cela ne fait que 200 à 300 gars, c'est peu !». «La CGT s'est appuyée là-dessus» nous diront. Dans les discussions ce qui ressort nettement, c'est qu'il est possible de gagner et que les moyens existent ! «Il faudrait que tous les secteurs d'Air-France soient dans la lutte. Les mécanos au sol, ils ne sont pas nombreux, mais ce n'est pas étonnant, quel soutien ils ont eu en 72 ? Et puis, pourquoi est-ce

qu'il n'y a pas eu dès le début une grève générale ?» disent de nombreux ouvriers.

Quand nous abordons l'obstacle financier, les travailleurs montrent qu'il est possible de le surmonter : «Ce samedi, nous avons été dans un Euro-Marché, une ménagère a même vidé son panier devant le nez du directeur, pour nous. On a été très bien accueilli». «On aurait pu envisager des moyens supérieurs pour bloquer la compagnie».

Alors que les discussions continuent, nous apprenons que la direction accepte que les grévistes rentrent dans l'entreprise à condition que le travail reprenne. Ce sont des sifflements qui accueillent cette annonce ! Les révisionnistes tentent alors de faire diversion en proposant aux grévistes de «manifeste devant le ministère du travail pour déjouer cette nouvelle provocation». Une rumeur monte aussitôt : «c'est là que cela se passe !» Et les travailleurs scandent «nous aurons, nous voulons satisfaction» et investissent massivement les locaux, en cortège avec les banderoles. A ce moment là, ce sont des dizaines de CRS qui se mettent en rang, prêts à charger ! Tandis que les révisionnistes au lieu de rejoindre les travailleurs, rentrent par une porte dérobée... La direction est prête à faire intervenir les flics si le travail ne reprend pas, car, elle ne veut pas d'une nouvelle occupation.

Richard FEUILLET le 18/11 à 11H

PARIS-RHONE

MOBILISATION DES TRAVAILLEURS AU TRIBUNAL

« Patron, justice, même combat », c'est ce que scandaient sur les marches du Palais de justice ce matin plusieurs centaines de travailleurs de Paris Rhône, menacés d'expulsion par leur patron alors qu'ils occupent depuis le 13 novembre. Depuis lundi, la lutte s'organise. Ce matin, l'usine du 8ème, les piquets renforcés discutaient systématiquement avec les hésitants. De nombreux travailleurs qui voulaient reprendre ont rallié la grève !

A plusieurs portes, les ouvriers se sont opposés à l'entrée de la maîtrise et des jaunes. Cer-

Brandt, PETER CEM, Teppaz, Sigma, Cables de Lyon... se sont joints au cortège !

Contre l'avocat du patron, ses discussions sur l'augmentation « de la masse salariale », la « liberté du travail », les travailleurs de Paris Rhône réaffirment leurs revendications et dénoncent les agressions des cadres contre les grévistes - il y a déjà eu plusieurs blessés. « Les lock-out, les ouvriers à la porte, le million et demi de chômeurs, c'est ça la liberté du travail pour le patron » s'exclama un dirigeant du comité de grève ! C'est en sifflant l'Internationale que



tains employés ont rejoint le piquet de grève. Un important cortège de voitures avec bandeaux, affiches popularisant la grève s'est dirigé à 10 h sur le tribunal. Des délégations de

les grévistes ont quitté le tribunal, pour manifester dans la ville.

Le jugement est remis à aujourd'hui, 17 h 00.

en bref

LA LUTTE CONTINUE AUX FORGES DE GUEUGNON

Hier, les travailleurs des Forges de Gueugnon étaient en grève, pour imposer au patron «des augmentations de salaires, l'indemnisation du chômage et les 40 h compensées». L'entrevue avec la direction, le 13 novembre, n'avait rien donné. Le patron veut bien reconnaître que les salaires sont «insuffisants», mais pas plus ! «La crise», voilà sa seule réponse. Les travailleurs ripostent par cette première journée de grève-avertissement. Si le patron s'entête dans son refus, ils envisagent l'occupation des locaux.

de notre correspondant

AIR FRANCE : TOULOUSE

Une délégation des syndicalistes du centre de révision d'Air France à Toulouse demandait avant hier, lors du Conseil Général de la Haute Garonne, l'évacuation des forces de répression et l'annulation des poursuites judiciaires contre les organisations syndicales. M. Cavallet qui était présent, s'est permis de déclarer : «La coutume démocratique ne permet pas aux membres du gouvernement de négocier sous la pression d'une grève». Le secrétaire d'Etat aux transports nous rappelle étrangement les «emportements» de Messmer, au moment de la lutte des Lip, et risque bientôt de déchanter comme son compère !

CLERMONT-FERRAND : REPRESSION ANTI-SYNDICALE

La direction de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Massif Central a retenu une journée aux 104 employés qui avaient participé, le 10 octobre, à un rassemblement de protestation contre la fermeture d'un parking. Cette pratique n'est pas nouvelle, la direction pour tenter d'empêcher tout mouvement de lutte diminue systématiquement le salaire des employés quand ils participent à toute initiative syndicale. C'est ainsi que plusieurs militants syndicaux avaient été réprimés pour leur participation à la journée nationale d'action du 23 septembre.

DUBOIS | Besançon en grève !

Les travailleurs de chez Dubois à Besançon sont partis en grève illimitée. Au début de septembre, le patron avait déjà imposé des heures chômées, soit une perte de 150 F pour les ouvriers. De plus la direction refuse de respecter les accords sur les salaires signés l'an dernier. Les grévistes qui sont bien décidés à remporter la victoire exigent entre autre : un taux horaire de 9 F minimum et 1 F40 d'augmentation pour tous, la suppression de la qualification d'OS1 libertés syndicales.

REPRESSION AU LABORATOIRE « Bui Wong » (Saint-AVOLD - Moselle)

Samedi dernier, les gardes mobiles ont chargé une manifestation de soutien aux travailleurs des laboratoires BUI WONG, en grève depuis 4 mois pour la défense de leur emploi. Ils ont blessé 20 personnes, dont 4 ont dû être conduites à l'hôpital.

Depuis 4 mois, chez Bui Wong où le patron est « proche du P.S. », la répression est quotidienne. Déjà 28 constats d'huissiers, trois fois les grévistes ont été traduits devant les tribunaux, et condamnés à verser une indemnité au patron. Plusieurs fois, des travailleurs ont été interpellés et gardés à vue par la police. Le patron a organisé des milices privées, qui ont agressé les grévistes.

LES CHEMINOTS MANIFESTENT A LA DIRECTION

Hier, plusieurs milliers de cheminots de toute la France se sont rendus au siège de la direction SNCF. Pour les Fédérations il s'agissait de remettre un « manifeste pour la revalorisation du métier de cheminot ». Mais pour tous les travailleurs qui sont venus il s'agissait avant tout de manifester leur combativité !

Mais aussitôt arrivé, les délégations étaient dirigées par vagues successives vers la direction. Sitôt déposés les « manifestes » des dirigeants syndicaux appellent à

comme cela. « On n'a pas fait 500 kms pour s'entendre dire merci camarades, vous pouvez repartir chez vous, nous ce que l'on veut c'est obliger la direction à céder ». A cette intervention beaucoup de cheminots ont manifesté leur accord en reprenant encore plus fort : « 400 F tout de suite, augmentation des effectifs, liberté syndicale... » entrecoupé de l'Internationale que tout le monde chantait le poing levé, les révisionnistes du P« C » F lancèrent alors timidement « Union Action Programme Commun » auquel les cheminots de Metz,



retourner chez soi. Les premières délégations (dont Narbonne) se heurtèrent à la direction qui avait fermé les grilles et qui ne désirait « recevoir que les responsables ». Ce ne fut pas l'avis des cheminots qui forcèrent les grilles, pénétrant ainsi dans la cour de l'immeuble et obligeant la direction à se retrancher dans ses locaux ! Pendant toute la journée, les régions défilèrent mais plusieurs d'entre elles (dont Metz) ont refusé de repartir

d'Orléans, d'Amiens, de Reims répondirent avec vigueur : « Union Action Révolution ». Malgré la déception que représentait l'absence de perspectives à cette journée, ce fut l'occasion de prendre contact entre cheminots de différentes régions et l'appartenance syndicale et d'affirmer ensemble leur désir profond d'un mouvement de grande ampleur.

Stephane RAYNAL - José GARCIA

CONTRE LE NOUVEAU STATUT DES PERSONNELS DE LA VILLE DE PARIS

Au moment où s'ouvre, à l'Assemblée Nationale, la discussion sur le «nouveau statut de la ville de Paris», les sections syndicales CFDT des hôpitaux de l'Assistance Publique (Garches, Mondor, Broussais, Cochin...) se réunissent en «congrès d'étude» (18-19-20 novembre), sur la pratique syndicale, la charte revendicative et la «politique de santé» (quelles perspectives pour une santé socialiste ? Quelles critiques de la politique capitaliste de santé ?). Or, la proposition de «grève reconductible, contre le démantèlement de l'Assistance Publique et la perte des avantages acquis», faite par la coordination A.P.-CFDT, a été mise sous le boisseau par les permanents fédéraux Santé-CFDT, lors de l'Inter-syndicale, avec la CGT, de mardi dernier. Et ce, au profit d'une manifestation, aujourd'hui à 16 h devant le Parlement, avec dépôt d'amendements «de gauche», coupant en fait les travailleurs de l'A.P. du reste du personnel relevant jusqu'alors du Statut de la Ville de Paris (communaux, employés de préfecture...). Aussi, dans le congrès en cours, les syndicalistes révolutionnaires exigent, au nom des travailleurs qui les ont mandatés, des comptes sur «qui décide ? Quels intérêts met-on en avant ?». Car la lutte contre les projets gouvernementaux doit signifier :

- empêcher le démantèlement de l'A.P. en hôpitaux à statuts distincts qui briserait l'unité de 55 000 travailleurs, renforcerait le pouvoir

des directions locales, casserait les rapports de force au détriment des travailleurs et de leurs organisations syndicales...

- défendre des avantages acquis depuis la dernière guerre, fruit de la participation de l'A.P. à la Résistance, des luttes de 53 et 68 (retraite à 55 ans, soins gratuits, cotisations réduites de Sécurité Sociale, les 13 heures supplémentaires payées les congés des Antillais, les 13 fériés minimum...)

- refuser la division du personnel en «agents soignants hospitaliers», «aides hôtelières» et «agents des services intérieurs» qui se prépare (par alignement sur les statuts les plus défavorables des hôpitaux de provinces) et le déclassement du personnel ouvrier.

C'est pourquoi, dans le Congrès comme dans toute manifestation, les cellules d'hospitaliers du PCR (ml) et les syndicalistes révolutionnaires, exigeront :

- Extension à toute la fonction hospitalière des avantages acquis !
- Un statut unique regroupant les mêmes avantages pour tous !
- Unité de toutes les catégories contre le démantèlement de l'A.P. !
- Solidarité dans la lutte avec Air-France et la fonction publique nationalisée : ensemble on peut gagner !

après les journées de mobilisation

RENFORÇONS LES COMITES DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ! DEVELOPPONS L'ACTION !

UNE PREMIERE ETAPE

Les deux journées du 15 et 16 novembre ont marqué une première étape : celle du regroupement des forces pour que s'affirme largement la voie de la lutte.

Si on fait un premier bilan de ces journées, ce qui apparaît nettement, c'est l'écho que toutes les interventions ont rencontré parmi les travailleurs : ménagères, habitants du quartier participent aux diverses manifestations organisées sur les marchés, reprennent les mots d'ordre ; dans de multiples villes, meetings improvisés dans les cités à la porte des entreprises... A Paris, sur les marchés, ce sont bien souvent des forums publics

qui ont eu lieu : les travailleurs, les femmes du peuple, venant prendre spontanément la parole, apportant leur témoignage sur le chômage, appuyant les revendications mises en avant.

Ainsi les propositions d'action, les mots d'ordre de lutte ont commencé à être largement débattus dans les masses. Face au chômage et à ses conséquences, la révolte est grande, partout la même constatation : « cela ne peut plus durer, le gouvernement Giscard veut imposer la misère, il est juste de lutter ». Toutes les initiatives prises pendant ces journées de mobilisation ont permis de commencer à répondre à cette aspiration à la lutte malgré tous les obstacles que tentent d'y mettre la bourgeoisie.

Cette campagne de propagande mettant en avant la nécessité de s'unir et de lutter, doit continuer et s'élargir mais aujourd'hui, il faut franchir une nouvelle étape : organiser, structurer cette volonté de lutte qui a commencé à apparaître afin qu'elle ne reste pas sans lendemain. « Lutter contre le chômage, c'est juste, c'est nécessaire mais comment ? » C'est à cette question posée par de nombreux travailleurs lors de ces journées qu'il nous faut répondre aujourd'hui.

DEVELOPPER L'ACQUIS

Après ces journées de mobilisation, de nombreux acquis existent. Ce sont tout d'abord de nouveaux contacts pris avec les

cités dans le cours même des interventions du 15 et 16 novembre. Dans le 12^e arrondissement à Paris c'est la lutte pour imposer la réintégration d'un délégué syndical de la SCRIPTA usine du quartier, c'est la lutte contre les augmentations des loyers et contre les expulsions dans les foyers, ailleurs ce sont les contacts pris lors des interventions sur les cités qui ont permis que s'organise aujourd'hui la riposte aux expulsions et aux saisies. De telles initiatives ne se limitent pas là : en ce moment, c'est l'augmentation des impôts locaux qui touchent les familles ouvrières et l'Etat qui a recommandé de ne pas augmenter les loyers de plus de 7,5% alors que les propriétaires peuvent en toute légalité les augmenter de 20%. Des travailleurs sont jetés à la rue alors que les appartements, les maisons vides sont nombreux.

Dans les ANPE, on s'apprête avec la circulaire Métais à radier des milliers de chômeurs. Il faut s'emparer fermement de chaque cas concret et mener à bien la lutte. Nous l'avons dit : contre le chômage, les travailleurs exigent plus que des dénonciations et des paroles. C'est par la capacité, à mener une série d'actions concrètes contre les licenciements, les expulsions, l'augmentation des loyers... que pourra se construire progressivement un rapport de force d'ensemble. Les victoires partielles remportées permettent justement d'élargir la mobilisation, de développer les comités de lutte contre le chômage, à Montrapon, par exemple, c'est par l'opposition à une expulsion que le comité de lutte a pu véritablement se développer.

TOULOUSE : UNE PREMIERE VICTOIRE POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS

Les collectifs chômeurs des ANPE de la rue Mirail et de la rue Balance et Bachelieu viennent de remporter une première victoire dans la lutte contre le chômage ! Depuis le mois de septembre, les chômeurs se mobilisent pour obtenir la gratuité des transports dans l'agglomération. Après différentes manifestations et diverses actions auxquelles ont participé de nombreux chômeurs, le Conseil d'Administration du Syndicat Mixte des Transports en Commun de la Région Toulousaine a été obligé d'accorder la gratuité des transports en commun aux chômeurs (avec toutefois certaines réserves : n'y ont pas droit les chômeurs de plus de 55 ans et ceux qui touchent plus de 1 500 F par mois). Néanmoins cette première victoire montre bien qu'il est possible par la lutte et la mobilisation de faire céder la bourgeoisie. A l'exemple de Toulouse, luttons tous dans nos villes pour la gratuité totale (et pour tous les chômeurs) des transports en commun, à n'importe quelle heure de la journée et n'importe quel jour de la semaine.

DRÔME-ARDECHE : le chômage s'étend

Le patronat vient d'annoncer des licenciements collectifs qui entraîneront, à court terme, le chômage pour 500 à 700 travailleurs dans la Drôme, et 1 900 à 2 300 dans l'Ardèche. C'est catastrophique pour des départements à faible population, comme le nôtre. Cela sans compter les licenciements pour cause de « modernisations » ou de « restructurations », ce qui veut dire produire plus avec moins de personnes et à moindre coût.

En septembre, dans la Drôme, il y a 6 333 « demandes d'emploi non satisfaites », soit une augmentation de 90 % en un an. En Ardèche, 4 100 chômeurs (157 % de plus !). Il faut ajouter tous les chômeurs que l'ANPE ne compte pas : jeunes, femmes qui cherchent un emploi après avoir élevé leurs enfants...

La vie de nombreux petits villages est menacée quand l'unique entreprise ferme, comme à Barbière. Dans ces régions, c'est le textile qui est le plus touché. Devant la baisse de leurs profits, du fait de la crise du capitalisme, les patrons préfèrent réinvestir à l'étranger, comme Rhône Poulenc Textiles. Exploiter un travailleur à Hong-Kong leur rapporte plus qu'exploiter une ouvrière à la Voulte, même s'ils la paient au SMIC...

Et ce ne sont pas les propositions du P.C.F. (parues dans le « Dauphiné Libéré ») qui apporteront des perspectives de lutte aux travailleurs : « Relancer la consommation, limiter les importations, aider les PME, lutter contre le gaspillage et l'inflation », car ce sont autant de mesures que la bourgeoisie essaie déjà d'appliquer !

Or ce qui compte, ce n'est pas le souci de la bonne marche de l'économie capitaliste, mais la voie des luttes, comme récemment chez Dreyfus.

Correspondant Saint-Sorlin



de nos correspondants

Strasbourg

Samedi, sur le marché populaire de Neudorf, prises de parole et diffusion de tracts se sont succédées, rencontrant l'approbation de la population strasbourgeoise. « Oui, il faut faire quelque chose, mon fils de 20 ans est au chômage depuis onze mois », déclare une mère de famille qui laisse son adresse et qui viendra à la réunion du Comité de Lutte. Des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra qui viennent de se mettre en grève, après avoir appris par le Quotidien du Peuple que 28 foyers de la région parisienne sont en grève, invitent les camarades du Parti à leur prochaine réunion, et se déclarent intéressés par le Comité de Lutte, parce que dans leur foyer, il y a de nombreux chômeurs. Un délégué de l'usine Unisabi déclare : « C'est juste de dire que le chômage touche aussi ceux qui restent au boulot. Dans ma boîte, ils ont licencié 20 gars, et maintenant ce sont ceux qui restent qui se paient leur boulot en plus du leur ».

L'après-midi, sur la place Kléber, au centre de Strasbourg, autour d'un énorme panneau, le Parti s'adresse aux travailleurs qui descendent des bus pour faire leurs courses en ville, beaucoup de jeunes s'arrêtent, jeunes des CET, qui savent qu'ils n'auront pas de travail à la sortie de l'école, jeunes au service militaire, dans la même situation.

Dans toutes ces interventions, les travailleurs écoutent avec atten-

tion, prennent contact et discutent de la riposte à apporter, l'idée de l'union des chômeurs avec les ouvriers actifs est approuvée largement.

Réunion vendredi 21 novembre, à 20 h 30, à la Maison des Syndicats - 10 rue Sedillot - Strasbourg. Correspondant Strasbourg

Caen

Une kermesse a été organisée par le comité de Lutte d'Hérouville, dimanche. Des mères de famille, des travailleurs, des syndicalistes et des jeunes ont pris une part active au débat très animé. La perspective d'action commune, travailleurs actifs et chômeurs, enthousiasme les participants. Un gars de Caron-Ozanne fit le point sur la lutte et une collecte organisée par le Comité montra la solidarité des travailleurs à ceux de Caron.

Enfin fut projeté un montage vidéo sur « le chômage à Isigny » fait par l'Union Locale CFDT, qui illustre de façon vivante comment toute une population est touchée par le chômage. Un des militants qui ont réalisé le montage concluait : « Ce qui lui manque, c'est un appel à s'organiser, pas seulement les chômeurs mais poser le problème de l'unité des actifs et des chômeurs ».

Le Comité de Lutte contre le Chômage a appelé les habitants du quartier à engager l'action, en particulier contre les saisies, dès cette semaine.

Correspondant Caen



POUR L'UNITE POPULAIRE

A Fougères

des paysans soutiennent des ouvriers en grève

chômeurs, les ménagères, les travailleurs actifs, les jeunes... ils sont nombreux, il nous faut maintenant les regrouper dans les comités de lutte contre le chômage. Un travail régulier, méthodique est maintenant à organiser sur les quartiers : recensement du nombre des chômeurs, des problèmes qui se posent dans les cités... Sans attendre, il nous faut mettre à profit tous les cas concrets que nous avons rencontrés. De multiples perspectives ont été tra-

De telles actions sont à multiplier aujourd'hui sur tous les quartiers populaires, et là où n'existe pas encore de comité de lutte, il nous faut rapidement en constituer. Renforcer les comités de lutte, les multiplier, engager résolument l'action, construire de multiples rapports de force, telles sont les tâches aujourd'hui, pour construire à terme un mouvement national de lutte contre le chômage.

Loïc LE GARREC

bloc-notes

la pilule pour hommes

On parle beaucoup de la pilule pour hommes. A l'hôpital Rotschild, à Paris, 20 volontaires l'ont essayée. Cette expérience a été rapportée au cours d'une table ronde organisée par l'institut de recherches et d'études sur la sexualité et la planification familiale (FRES).

Il s'agit d'un cocktail hormonal qui comprend des hormones du type femelle (œstrogènes) pour bloquer la fabrication des spermatozoïdes et de type mâle (androgènes) pour combattre les effets «féminisants» des premières. Cette pilule doit être prise quelques mois avant pour agir et son effet persiste quelques mois après l'arrêt du traitement.

L'avantage de cette pilule : elle permet que le problème de la contraception dans le couple ne soit plus seulement celui de la femme, mais également celui de l'homme.

Toute la question est bien là ! Car la particularité de la pilule, c'est de poser directement un problème de société, la question de l'émancipation des femmes, de la famille, et de la sexualité.

Depuis que Pincus a mis au point la première pilule en 1956, la contraception a été imposée par les luttes des femmes contre la fatalité de l'enfantement, en s'opposant à la loi, aux médecins et parfois même aux maris.

La bourgeoisie s'est accommodée de cet état de choses tout en menant une lutte farouche contre l'avortement libre et gratuit.

Elle a développé l'idée que la contraception, c'est l'affaire des femmes, partant du chantage simple «la pilule ou l'enfant» !



Aussi, le principe d'une pilule pour hommes est-il positif. Du reste ne voit-on pas déjà la presse bourgeoise prendre le prétexte des imperfections de la pilule en expérimentation (troubles hépatiques, prise de poids de 8 à 9 kg) pour préparer psychologiquement les hommes à la refuser.

«Bref, la pilule restera pendant encore des années un monopole féminin» (France-Soir).

Ce dont la presse bourgeoise ne parle pas, c'est qu'une pilule «chimique», c'est à dire sans hormones, est en préparation, qui empêchera la maturation du spermatozoïde et devrait présenter moins d'inconvénients. Cette pilule, à base d'alpha-chlorhydrine est déjà expérimentée sur l'animal, semble-t-il avec succès.

Pour moins de risques, la bourgeoisie a mis plusieurs fers au feu, au cas où son opération de démobilisation des hommes ne marcherait pas. Roussel-Uclaf, trust pharmaceutique connu qui vend déjà une pilule pour femmes se prépare à commercialiser la pilule pour hommes.

Il n'y a pas de petit profit !

Docteur QdP

Roger Pierre et Jean-Marc Thibault DES COMIQUES D'ETAT



Lundi soir, TF1 a mis en vedette, à partir de 20 h 30, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault.

Avant-hier soir, avant de les interviewer, Halimi a fait diffuser «les motards», un film tourné en 1948. L'humour de Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, la bourgeoisie en a fait un petit monument ne serait-ce qu'avec la place qu'elle leur a laissée à la télévision. Ce qu'ils savent bien faire, c'est parodier ; et de ce point de vue, ils l'ont fait dans certains de leurs sketches de façon moins grossière que dans la série des «z'heureux rois z'henris». Leur technique du rire se résume à deux ou trois recettes. On les retrouve dans «les motards». Ce film a été tourné à une époque où Marlon Brando faisait «fureur» en France, à la période de l'après-guerre, au moment où l'impérialisme américain projetait en France ses modèles idéologiques, où la mode de la moto commençait à être importée. Les motards qu'interprètent Roger Pierre et Jean-Marc Thibault sont de piètres chauffeurs, ils se promènent dans une intrigue d'espionnage avec une naïveté de grands benêts, s'en sortant grâce au hasard. Utiliser la démesure, en donnant de l'emphase à des personnages à qui il n'en faut pas ; à contrario plonger dans le saugrenu, des personnages empêtrés dans des situations «dramatiques», c'est là la recette employée. Dans les «mo-

tards», les ministres sont ridiculisés à plusieurs reprises, et, dans le même temps, on nous fait rire parce que comme flics, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, ne sont pas «efficaces».

Ces deux vedettes sont des professionnels du «comique», c'est à dire qu'avec leur technique, ils mènent une carrière. Dans l'interview qu'a réalisée Halimi, ils sont apparus comme tels, regrettant de ne pas avoir tourné avec De Broca alors qu'il était inconnu. Au profit de qui, mettent-ils leur métier ? En 1948, à l'époque où ils tournaient les «motards», la classe ouvrière menait un dur combat contre la bourgeoisie. Les CRS attaquaient les piquets de grève. Comme c'est le cas pour toute une génération d'artistes, de fait, ils estiment que l'art n'a pas à entrer et prendre partie dans la lutte qui se mène chaque jour ; en se saisissant de l'idée que la vie peut être vue sous un bon œil, avec celui du rire, qu'il ne faut pas trop se prendre au sérieux, ils cherchent à justifier le fait que la bourgeoisie profite de leur prétendue neutralité. La preuve c'est qu'en 20 ans Roger Pierre et Jean-Marc Thibault sont devenus des comiques d'Etat. Leur humour est un trompe l'œil que ceux qui nous exploitent savent utiliser.

Claude VILLARD

télévision

programme

MERCREDI 19 NOVEMBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR Feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LE SILENCE DES ARMES * Film TV d'après B. Clavel
- 22 h 00 - LA RESPONSABILITE MEDICALE
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - MANNIX
- 21 h 30 - C'EST A DIRE magazine
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE (FJP)
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - CATAclysmes ET CATASTROPHES:INCENDIE DE CHICAGO film amér. Henry KING (1938)
- 22 h 15 - JOURNAL et fin

JEUDI 20 NOVEMBRE

TF 1

- 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR Feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SHAFT
- 21 h 40 - 60 MINUTES POUR CONVAINCRE: Mgr Elchinger, Pour la relance morale...
- 22 h 40 - ALLONS AU CINEMA
- 23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - UN CHANGEMENT DE SAISON de J. Krier
- 21 h 45 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - ALTITUDE 10 000
- 20 h 30 - ESCALIER INTERDIT amér de R. Mulligan (1967) v.f.
- 22 h 35 - JOURNAL et fin

* Ce soir à 20 h 30, sur TF1, le film «Le silence des armes» est diffusé. Tourné d'après le livre de Bernard Clavel, ce film traite de la guerre d'Algérie. Un engagé volontaire rentre chez lui parce qu'il a été blessé. Là, il réfléchit et décide de désertir, de ne pas retourner en Algérie. Clavel s'est appuyé sur le dégoût qu'a suscité la guerre coloniale pour de nombreux soldats français. De ce point de vue, le film est intéressant. Cependant, des aspects négatifs : en dépolitisant ce que fut la lutte de libération du peuple algérien, Clavel en profite pour développer ses propres thèses anti-militaristes et développe un pacifisme qui, en l'occurrence, tombe mal.

feuilleton

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

DU BERCEAU AU CERCUEIL TOUT DEPEND DE LA MINE

Profitant de cette propriété absolue, les Houillères ont cherché à contrôler toute la vie du mineur et de sa famille. Les Houillères nationalisées ont perpétué même la tradition des vieilles compagnies minières consistant à s'occuper des loisirs des mineurs.

«Vous aurez du mal, c'est difficile pour trouver des militants, même pour le syndicat, le mineur n'a pas le temps, il est pris dans un ensemble d'associations: football, javelots, France - URSS, il y a la pêche, le jardin, les cartes et puis les femmes qui ne travaillent pas aiment bien avoir le mari à la maison. Il y a les Amicales, ça ne devrait pas exister par exemple celle des électro-mécaniciens : ils ont un protocole de salaire à part et une prime spéciale que n'ont pas les autres, c'est la prime des électros, 20 à 30% du salaire, cette prime est hiérarchisée (un électro 4° catégorie aura 21%, 5° catégorie : 24%, 6° catégorie, 30%). Les Amicales ne s'occupent pas de revendications mais ils font des banquets, un peu d'entraide entre eux. Il y a aussi celle des boutefeux. Ça ne devrait pas exister, ce sont des obstacles à la syndicalisation».

undéléguémineurCFDT, àOstricourt.

Ce paternalisme, on le retrouve jusque dans les monuments élevés

par les municipalités. «Honneur, travail, bonté, fidélité» : c'est l'inscription en gros caractères qu'on lit place de l'Hôtel de Ville, à Bruay en Artois, sur un de ces monuments, nombreux dans le pays minier et qui exhalte le



courage du mineur versant son sang sous l'uniforme du poilu de Verdun ou au fond de la mine, victime des coups de grisou : «vous avez produit, vous avez versé votre sang au profit du Capital, c'est bien, c'est dans l'ordre des choses !»

SOLIDARITE OUVRIERE...

Mais, rassemblant les mineurs et leurs familles à proximité des fosses, les corons ont été aussi le lieu d'une grande solidarité ouvrière. Mineurs de père en fils jusqu'à

celles créées par les Houillères dans l'unique souci de favoriser la collaboration de classes, ont constitué des lieux de rencontre où les mineurs ont leurs habitudes et se retrouvent entre copains.

Le tieraç, la télévision, la voiture n'ont pas encore réussi à tuer ces habitudes. Vivant ensemble dans les corons, les mineurs n'avaient que quelques centaines de mètres à faire souvent à pied, ensemble, pour aller travailler sur les mêmes chantiers, au fond de la fosse toute proche. Ces corons, où l'on est confronté aux mêmes peines et aux mêmes joies, où l'on a acquis les mêmes habitudes durant des générations, ont été le lieu souvent privilégié pour l'organisation de grandes luttes comme la grève de 1941, car si on est plus dispersé au fond dans de multiples petits chantiers regroupant chacun peu d'hommes, au jour, dans les cités on est plus regroupé. Aujourd'hui, ce monde de la mine vit encore malgré la fermeture des puits qui bouleverse les habitudes, qui disperse les mineurs d'un même coron sur des puits différents, éloignés, qui les fait changer sans cesse de lieu de travail, et accroît considérablement avec l'éloignement, le temps passé par le mineur hors de la maison, hors du coron. Un monde qui vit encore, malgré la volonté de la bourgeoisie de proclamer la mine «sans avenir».

international

SAIGON : CONFERENCE POUR LA REUNIFICATION

" LE VIETNAM EST UN, LE PEUPLE VIETNAMIEN EST UN "

LA REUNIFICATION DANS LE COURS DU PROCESSUS DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

[...]Après la libération totale du sud et l'indépendance totale du pays, une des exigences des plus urgentes est le parachèvement de la réunification nationale.[...]

[...]Dans les conditions historiques actuelles, après avoir reconquis l'indépendance, notre pays est placé devant cette alternative : ou bien passer par l'étape transitoire conduisant au socialisme ou bien suivre la voie pleine de sang et de larmes des millions de travailleurs [...]

[...]A présent, les deux zones de notre pays sont déjà unifiées

collective, et les rapports de production socialistes prévalent de façon absolue. Dans le sud, la propriété socialiste des moyens de production et les rapports de production socialistes ne sont qu'à leurs débuts[...]

[...]Les classes exploiteuses au nord (les bourgeois, les propriétaires fonciers) ont été converties. Dans la société du nord, il y a actuellement la classe ouvrière, la paysannerie collectivisée et les intellectuels socialistes. Au sud, il y a la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie, la bourgeoisie nationale, la classe des capitalistes compradores et les restes de la classe des propriétaires fonciers féodaux. La paysannerie

ques entre les deux zones. Il faut en même temps supprimer progressivement les écarts et différences au cours du processus de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme[...]

[...]Parachever la réunification du pays, c'est parachever l'unité des systèmes politique et social à savoir la structure économique. Les rapports de production, la composition sociale, l'organisation étatique, la constitution et la législation, la culture et l'idéologie[...]

VERS LES ELECTIONS GENERALES

[...]L'objectif de cette conférence est de réaliser une unanimité sur le contenu et les objectifs du parachèvement de la réunification nationale, sur l'importance et le caractère urgent des pas et des mesures de la réunification sur le plan de l'Etat dont la question majeure et immédiate est l'organisation des élections générales pour élire une seule assemblée nationale pour tout le pays[...]



Tout pour le sud, tout pour la victoire : pendant la guerre, la population du nord profite de la nuit pour réparer des routes endommagées par les bombardements afin d'assurer le fonctionnement normal du trafic.

et se rassemblent dans plusieurs domaines[...]

[...]Mais les deux zones ont encore des points différents qu'il faut supprimer progressivement dans le processus révolutionnaire[...]

[...]Dans le nord, la propriété socialiste des moyens de production essentiels apparaît sous deux formes. La propriété de tout le peuple et la propriété

individuelle et la petite bourgeoisie constituent la majorité écrasante dans la société du sud[...]

[...]Cependant, les ressemblances sont fondamentales et déterminantes tandis que les différences ne sont que conditionnelles et provisoires. La question qui se pose pour nous est de renforcer et de parfaire les points déjà unifiés et identi-

PORTUGAL LA BOURGEOISIE EN CRISE

Le sixième gouvernement provisoire portugais est mort, ou à peu près. Son chef, le premier ministre Pinheiro de Azevedo, tente de le sauver en changeant quelques ministres. La greffe n'a guère de chances de prendre. La victoire remportée par les maçons, après la résistance intransigeante opposée par les soldats, les ouvriers agricoles, les occupants de maisons, à toutes ses tentatives de « remise en ordre » est venue lui porter le coup de grâce.

Manifestation éclatante de la crise, la situation du parti socialiste : apparemment maître de la situation voici trois mois, la formation de Soares se vide de sa substance : sur sa gauche, où des milliers de travailleurs, l'ayant vu à l'œuvre, se détournent de ce parti bourgeois. Sur la droite, où de nombreux éléments de la moyenne et petite bourgeoisie, tirant la leçon de l'échec du sixième gouvernement, recherchent du côté de partis plus « musclés », comme le « Parti Populaire Démocratique », la force capable de met-

tre un terme, au besoin par une dure répression, au mouvement de la classe ouvrière et des larges masses populaires.

Cependant, le mouvement des soldats ayant empêché jusqu'ici que le bras armé d'une telle « solution » se mette en place, la bourgeoisie portugaise pourrait être à nouveau contrainte de se tourner vers le P.C.P. L'obstacle restant son projet de capitalisme d'état, et les liens qu'il entretient avec l'URSS, confirmés par le voyage de Cunhal dans les pays de l'Est (alors que la réaction classique reste l'instrument des impérialismes occidentaux).

Mais le mouvement s'amorce. Le président de la République, Costa Gomes, l'a annoncé. Le PS s'y résignera peut-être, comme l'indiquent les contradictions croissantes qui l'opposent au PPD. Rien ne serait résolu pour autant : l'expérience a déjà montré que le parti révisionniste ne pouvait espérer recueillir de façon durable les fruits du mouvement des masses, qui lui est fondamentalement étranger.

URSS : 1 million de détenus

En Union Soviétique, il existe des « hôpitaux psychiatriques spéciaux », qui dépendent du ministère de l'intérieur et non du ministère de la santé. Là, une « normalité apparente » se justifie pas la libération de « déviants », qui n'ont « pratiquement aucun droit, autre que celui, passif, aux examens et interrogatoires médicaux », qui sont soumis aux « décisions irrévocables d'un psychiatre qui peut garder l'anonymat ». Dans les camps, « les conditions de travail sont telles qu'elles réduisent à néant plus qu'elles ne mettent en application le but officiel de rééducation des prisonniers » : nourriture insuffisante, climat insalubre, travaux pénibles, en font en réalité des camps de concentration, tout simplement. Voilà ce que révèle une étude récente publiée par l'association « Amnesty International ».

L'emprisonnement est très répandu en URSS : il touche un million de personnes. Comparons à la France, où il y a pourtant tant de détenus : cela voudrait dire l'équivalent de 200 000 prisonniers (il y en a actuellement 30 000).

D'après « Amnesty International », il y aurait en tout « plus de 10 000 prisonniers pour des motifs politiques ou religieux ». C'est déjà considérable. Mais quel est le critère choisi par cette association, dont Sakharov, auteur d'une critique de droite de l'URSS (voir le Quotidien du Peuple n°35), dit le plus grand bien ? Ce sont « des hommes et les femmes emprisonnés pour leur opinion, leur origine ethnique, leur couleur ou leur langage, s'ils n'ont pas utilisé une violence injustifiée ». Les véritables communistes, les peuples en lutte pour leur indépendance nationale, n'usent-ils pas, aux yeux de l'association, d'une « violence injustifiée » dans leur lutte révolutionnaire ? De plus, le livre de Sakharov montrait bien d'où le groupement tirait ses informations : d'un certain nombre d'intellectuels soviétiques « libéraux », admirateurs de l'occident.

Les ouvriers en grève, les minorités nationales en lutte contre la nouvelle prison des peuples que constitue aujourd'hui l'URSS ne risquent guère, dans ces conditions, de se retrouver dans le décompte des

10 000. Les « politiques », au sens exact du terme, sont probablement bien plus nombreux que ceux trouvés par Amnesty International.

Pour quelles raisons, en effet, va-t-on aujourd'hui en prison en URSS ? Parce qu'on « diffame l'Etat », parce qu'on manifeste contre l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, parce qu'on est un « dangereux élément anti-social ». Grèves et manifestations étant interdites, tout participant peut devenir automatiquement « anti-social ».

Vers le milieu des années 60, un groupe de marxistes-léninistes, combattants de la cause du retour à la voie socialiste, les communistes révolutionnaires bolcheviks, faisait entendre sa voix en Union Soviétique. Ces camarades ont tragiquement disparu. Et on est sans nouvelles de tous ceux qui se sont opposés à la « déstalinisation » créée.

Mais d'autres motifs existent ; tout à fait semblables, ceux-là, à ceux qu'on rencontre dans nos sociétés « libérales », pourries jusqu'à la moelle. L'extension de l'alcoolisme (trois fois plus

grande qu'au temps des tsars) est un terrain de choix pour le développement de la délinquance pure et simple. Quand les directeurs d'entreprise se livrent, comme les journaux soviétiques en font quotidiennement foi, au trafic sur les biens de leur usine, qui pourrait retenir de simples gens d'améliorer un peu leur ordinaire par des voies illégales ? Quand les magasins spéciaux pour les nouveaux bourgeois fleurissent de toute part, comment s'étonner que certains songent à recourir au marché noir ? Quand le marxisme est réduit à quelques leçons apprises par cœur à l'école, et à un discours officiel insipide en flagrante contradiction avec la pratique, il n'y a rien d'étrange à voir fleurir les idéologies religieuses les plus arriérées, que la loi soviétique actuelle réprime, faute d'être capable de les combattre sur le terrain des idées.

Entre la nouvelle société que la classe ouvrière aspire à construire et le régime concentrationnaire soviétique, il y a l'abîme entre le véritable socialisme et un fascisme déguisé sous son nom, un social-fascisme.

Jean LERMET

Le quotidien du peuple

Alors que Hassan II déclare que « il nous sera permis de retrouver nos frères Sahraouis dans notre Sahara qui nous a été rendu sans effusions de sang », le Front Polisario dans une brochure intitulée « Sahara libre » rapporte l'intervention militaire marocaine au Sahara :

Pendant que tous les regards étaient tournés vers cette prétendue marche, une invasion purement militaire était déclenchée à quelques centaines de kilomètres de là. L'armée marocaine croyait pouvoir profiter des circonstances pour occuper facilement des régions déjà libérées par le front Polisario et offrir ainsi un succès de rechange au roi.

Le 31 octobre, des unités des Forces Armées Royales pénètrent en territoire Sahraoui par trois points différents et arrivent jusqu'à Farsia, Jdyria et Haouza. Elles sont tout de suite accrochées par des éléments du Front Polisario. Ces unités totalisaient six cents hommes.

LE DOIGT SUR LA « DETENTE » (2)

La presse américaine révèle un des documents que la présidence des Etats-Unis s'était refusé à rendre publics, à propos des « conversations sur la limitation des armements stratégiques » (SALT) avec l'URSS. C'est une lettre où le secrétaire d'Etat à la défense, récemment limogé, Schlesinger, faisait la preuve des violations de l'accord précédé par l'URSS sur quatre points :

- transformations de missiles anti-avions en missiles anti-missiles ;
 - dissimulation de données sur les performances des missiles soviétiques ;
 - camouflage de certains sous-marins nucléaires en construction ;
 - camouflage de navires d'attaque de surface en construction ;
- En publiant ce document, l'ancien ministre de la défense met implicitement en accusation Henry Kissinger, ministre des affaires étrangères, pour avoir refusé d'en tenir compte alors qu'il était le chef du « conseil national de sécurité » chargé d'examiner les questions militaires.

Ainsi se confirme, d'une part, le risque de déséquilibre entre les deux super-puissances sur le plan militaire ; d'autre part, le profond désarroi de l'administration US, traversée par de graves contradictions.

VISITE DE SAUVAGNARGUES A PEKIN

Aujourd'hui Sauvagnargues ministre français des affaires étrangères arrive à Pékin pour une visite de cinq jours. En reconnaissant le premier la République Populaire de Chine en 1964, le gouvernement français en avait fait l'un des exemples de sa tentative de politique indépendante. Cependant, cette orientation connaît aujourd'hui ses limites : pris dans le mécanisme de la détente par laquelle les Etats-Unis et l'URSS se disputent la prééminence en Europe, le gouvernement français recule à la fois devant les exigences soviétiques et devant les pressions américaines. C'est ce qu'ont montré tout récemment la visite de Giscard à Moscou et la réunion de Rambouillet le week-end dernier.